

TOURNÉE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL ITALIEN MATTEO RENZI EN AFRIQUE : « UNE DÉMARCHE INNOVANTE ET AMBITIEUSE » SELON LE DÉPUTÉ ITALIEN JEAN-LÉONARD TOUADI



Après Mozambique, Angola et Congo-Brazzaville en 2014, puis Kenya et Ethiopie en 2015, aujourd'hui c'est au tour du Nigeria, du Ghana et du Sénégal. Jamais dans l'histoire de la primature italienne, un Président du Conseil n'avait dédié autant d'attention au

continent africain. Avec sa visite programmée du 1 au 3 février à Abuja, Accra et Dakar, Matteo Renzi va donc effectuer sa troisième tournée africaine en moins de deux ans. Un record, qui confirme les intentions du Premier ministre italien à vouloir « faire de l'Afrique une priorité de la politique étrangère italienne ». Pour Jean-Léonard Touadi, journaliste et député italien d'origine congolaise, « la démarche du Président du conseil est à la fois innovante et ambitieuse ». Ambitieuse car l'Italie veut étendre sa capacité de pénétration à l'Afrique sub-saharienne, et ne plus se limiter à l'Afrique du Nord et la Corne de l'Afrique., Innovante car l'Italie a adopté une nouvelle loi sur la coopération au développement entrée en vigueur le 1 janvier 2016 qui dotera la coopération italienne d'une Banque de Développement et d'une Agence pour le développement. La nomination de Mario Giro le 29 janvier au poste de vice ministre des Affaires étrangères en charge de la coopération internationale vient couronner une action politique cohérente voulue et pilotée par Matteo Renzi en personne, et au cœur de laquelle les institutions, le secteur privé, la société civile et la diaspora africaine sont appelés à se mobiliser comme un seul acteur sur le continent africain, tout en sachant que « le chemin est encore long ». Lire l'Interview ci-dessous

Interview réalisées par Joshua Massarenti (VITA/Afronline/L'Autre Quotidien)

A plusieurs reprises, le Président du conseil italien, Matteo Renzi a affirmé sa volonté « de faire de l'Afrique une priorité de la politique étrangère de l'Italie ». Sa prochaine tournée africaine, la troisième depuis son accession au pouvoir en février 2014, semble confirmer l'intérêt majeur que Rome nourrit envers le continent africain. Comment l'expliquez-vous ? Peut-on parler d'un intérêt sans précédent dans la politique étrangère italienne ?

La démarche du Président du conseil est à la fois innovante et ambitieuse. Aujourd'hui l'Italie semble vouloir abandonner son ancrage principal en Afrique du Nord et dans la Corne de l'Afrique, jusqu'ici justifiés par la proximité géographique dans le cas du Maghreb et par les liens historiques dans celui de la Corne. Rome semble prendre sérieusement en compte le fait que les frontières méridionales de l'Europe, donc de l'Italie, se sont déplacés jusqu'à la lisière du désert, qui jusqu'à présent faisait office de barrière symbolique pour l'action diplomatique italienne en Afrique. En même temps, l'apparition de nouveaux acteurs économiques sur le continent africain comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Turquie a fini par convaincre l'Italie qu'elle ne pouvait pas continuer à rester les bras croisés, elle semble vouloir jouer ses cartes avec beaucoup de détermination, à travers des partenariats et le dialogue culturel.

Quel agenda Renzi veut-il promouvoir en Afrique ? Et quels en sont les axes prioritaires, aussi bien au niveau thématique qu'au niveau géographique ?

Matteo Renzi est extrêmement sensible aux tragédies des migrants dans la Méditerranée. Et à ces drames qui interpellent la Communauté internationale, en premier l'Europe, donc l'Italie et l'Afrique, il faut donner des réponses sur le long terme. Cela passe par une accentuation du dialogue politique qui rompt avec un passé où les relations étaient très fragmentées, cela passe aussi à travers des échanges culturels et surtout des investissements dans les économies africaines, aussi bien au niveau des infrastructures que des énergies, y compris renouvelables.

Au-delà des intentions affichées, pensez-vous que l'Italie est suffisamment armée pour défier sur le continent africain des puissances comme la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, le Brésil, la France ou l'Allemagne ?

Je pense qu'il y a du chemin à faire. L'Italie doit se doter d'outils conceptuels et culturels qui lui permettent de mieux interpréter les réalités africaines, tant historiques que contemporaines. Cela peut se faire notamment à travers l'apport d'une diaspora africaine qui commence à devenir assez importante en Italie et qui peut servir de médiateur culturel et économique entre les ambitions africaines de l'Italie et le besoin qu'il y a de l'Italie en Afrique. Ce rôle de la diaspora peut et doit être mieux valorisé pour permettre à l'Italie de se doter rapidement d'une capacité de lecture et de pénétration de la réalité africaine.

Et est-ce que la diaspora africaine en Italie est à la hauteur de ces enjeux ?

Là aussi il s'agit d'un processus qui est en train de se réaliser. Une des dernières conquêtes que l'Italie peut présenter, lorsqu'elle négocie avec ses partenaires africains, concerne la nouvelle loi sur la coopération au développement qui vient d'entrer en vigueur le 1 janvier 2016, et qui fait de la diaspora un acteur majeur de la coopération italienne. Si la diaspora réussit à saisir cette opportunité qui lui est offerte par cette loi, si les ONG savent de leur côté saisir ces défis à bras-le-corps et intégrer dans leurs programmes des éléments d'innovation comme la diaspora africaine et ses citoyens, alors il y a des chances d'obtenir quelques succès. La nouvelle loi en tout cas nous y pousse car elle fait de l'immigration un acteur stratégique dans la coopération italienne avec les pays africains.

Quels sont les atouts qui permettraient à l'Italie d'assumer un rôle de premier plan en Afrique ?

Contrairement à d'autres pays, l'Italie n'a pas de complexe colonial. Dans les dernières décennies elle n'a pas non plus alimenté de réseaux tels que la françafrique, il n'y a pas de zones d'opacités. L'Italie est donc en quelque sorte vierge, tout est donc à bâtir. Vice-versa, les politiciens et opérateurs politiques italiens doivent faire preuve de beaucoup d'audace et de courage pour saisir cette occasion et montrer à l'Afrique et aux Africains un autre visage de l'Europe qui n'est pas celle des anciennes puissances coloniales.

FENETRE : « L'Italie n'a pas de complexe colonial,... elle n'a pas non plus alimenté de réseaux tels que la françafrique... tout est donc à bâtir »

Qu'est-ce que l'Afrique peut apporter à l'Italie ?

Enormément. L'Afrique est avant tout un immense berceau anthropologique, donc culturel qui peut-être très profitable à l'Italie. D'autre part, l'essor incontestable des économies africaines, malgré leur fragilité offre à l'Italie une possibilité de dépasser ce moment de crise où la demande intérieure italienne ne va pas croître d'ici à 3-4 ans, et à travers l'import-export les économies africaines peuvent redonner à l'économie italienne cette vitalité, dont elle a tant besoin.

Pourriez-vous nous décrire les acteurs politiques et institutionnels qui font la politique africaine en Italie ? Qui décide quoi à Rome ?

Une initiative politique est bien présente et ce, au cœur vital du pouvoir italien, et ça c'est très important. Derrière le Président du Conseil vont suivre le ministère des Affaires étrangères naturellement, mais aussi tous les autres ministères. Ce qui est innovant dans la loi de réforme c'est que la coopération italienne a été conçue comme le résultat d'une

action concertée au sein du gouvernement. La structure qui opère cette jonction entre les tous les ministères par rapport à la coopération au développement est le CICS, qui assure la cohérence des politiques de l'Italie en la matière. L'Italie s'est par ailleurs dotée d'une Banque de développement ainsi que d'une Agence pour le développement qui, conjugué au travail qui est déjà effectué par l'Institut du commerce italien, vont permettre à l'Italie de se présenter sur les marchés africains comme un partenaire dont les pouvoirs sont renforcés, un sujet à la fois multidisciplinaire et unique.

Au cours de sa visite à Addis Abeba en 2015, le Premier ministre a annoncé une augmentation de l'aide publique au développement de l'Italie avec la volonté d'occuper la 4^e place parmi les pays du G7 d'ici 2017, année où l'Italie assumera la présidence de ce G7. Est-ce un objectif réaliste ?

Oui, et cela démontre une nouvelle fois que l'Italie est de retour sur l'échiquier européen et international du développement. Si vous ajoutez à cela la Banque de développement que je viens d'évoquer, celle-ci va amener de l'argent frais qui s'ajoute à l'aide publique actuelle dans laquelle l'Afrique est une zone géographique prioritaire. Mais cela ne suffit pas. Il faut un accompagnement financier. Je sais que les grands groupes bancaires italiens sont en train d'examiner le dossier africain, des paquets opérationnels ont déjà été mis en place et vont être très prochainement lancés dans plusieurs pays africains. Ceci montre une nouvelle fois à quel point l'Italie veut se doter les moyens de pénétrer l'Afrique sub-saharienne à travers une action cohérente.

Quels sont les pays africains prioritaires ?

Au-delà de l'Afrique du Nord et de la Corne de l'Afrique où nous gardons un ancrage, il y a aujourd'hui un intérêt croissant pour le Golfe du Bénin, l'Afrique australe et les pays de l'Océan indien, donc Mozambique, Tanzanie, du côté atlantique Angola, Congo-Brazzaville, Cameroun, Gabon, Nigeria et Sénégal, ces deux derniers pays seront d'ailleurs visités par Matteo Renzi dans sa troisième tournée africaine.

De Joshua Massarenti

Article publié dans le cadre d'un projet éditorial coordonné par VITA/Afronline (Italie) et qui associe 25 médias indépendants africains, dont L'Autre Quotidien.